



ASSEZ DE DISCOURS SUR LES PSYCHOLOGUES, IL Y A URGENCE !

► Recruter des psychologues

- **Rendre la profession de psychologue plus attractive et plus valorisée, dans la fonction publique (d'Etat, Territoriale et Hospitalière) et dans l'ensemble des établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux.**

Depuis la tenue du Ségur de la Santé, après le Covid, le président de la République n'a cessé de discourir sur l'importance de la prise en compte des difficultés psychologiques de la population. Il a ainsi mis en place, contre l'avis de la majorité des organisations de psychologues, un dispositif « Mon-Psy », reposant sur le secteur libéral et censé répondre aux demandes du public.

Trois ans après, le Premier ministre dans sa déclaration de politique générale a dû reconnaître que c'était un échec. On aurait pu s'attendre à ce qu'il en tire les conclusions qui s'imposent : recruter davantage de psychologues et les conforter dans leurs différents lieux d'exercice que sont l'Hôpital, l'Education nationale, les services de protection de l'enfance, de Protection Judiciaire de la Jeunesse, l'administration pénitentiaire, les maisons départementales du handicap, les établissements sociaux et médico-sociaux, l'insertion professionnelle et le travail pour accompagner les demandeurs d'emplois ...

Il choisit plutôt de demander à des personnels non-psychologues d'étendre leur champ de compétences, grâce à quelques jours de formation, pour s'occuper de la santé mentale des jeunes ou assurer les premiers accueils d'urgence psychologique.

Le gouvernement persiste donc à vouloir faire régner un régime « low cost », dépréciant les services et les professionnels dûment formés, avec des conséquences graves et durables pour tous, en particulier pour les personnes vulnérables.

Les organisations syndicales et associatives signataires refusent ces orientations politiques qui privent la population et particulièrement la jeunesse d'un accompagnement de psychologues, formés et qualifiés par un titre universitaire réglementé en sciences humaines qui protège les usager.e.s des coachs et des dérives sectaires en tout genre.

Nous contestons une conception de la santé mentale qui ignore délibérément la prévention et l'impact des conditions d'études, de vie et de travail sur l'état psychologique des citoyen.ne.s.

De la prévention au soin, le temps de rencontre avec les personnes et les équipes sont essentiels pour éviter le basculement vers des troubles psychopathologiques sévères et plus durables ou leur aggravation. Les psychologues ne veulent pas être réduits au rôle d'urgentistes ou d'évaluateurs dans des dispositifs inadaptés, au détriment de l'accompagnement et de l'écoute psychologique.

En conséquence, le gouvernement doit prendre en compte les fonctions spécifiques et les revendications des psychologues. Il est urgent d'ouvrir des discussions avec leurs organisations représentatives qui demandent :

- La reconnaissance de la place des psychologues dans l'ensemble de leurs champs d'exercice : santé, social, médico-social, éducation, travail, justice, insertion professionnelle, formation et autres et le maintien du titre unique de psychologue pour exercer.
- L'augmentation des postes de psychologues dans toutes les structures de service public et dans les champs sanitaire, social, médico-social.
- Le respect du code de déontologie, de la pluralité des approches théoriques et méthodologiques ainsi que l'autonomie de choix des psychologues.
- Le refus de toute subordination au médical et de création d'un Ordre professionnel.
- Une revalorisation de la rémunération à la hauteur de la qualification et des responsabilités pour compenser les inégalités salariales d'une profession à prédominance féminine, en comparaison avec les autres professions cadres, à majorité masculine.
- Une harmonisation la plus favorable des grilles des trois versants de la fonction publique et de l'ensemble des conventions collectives pour rendre la profession plus attractive.
- Le refus de la paupérisation et de la précarisation de la profession et l'arrêt du morcellement du temps de travail qui renforcent les inégalités et nuisent au travail d'équipe.

SOYONS NOMBREU.SES. LE JEUDI 23 MAI POUR DONNER DU POIDS À CES REVENDICATIONS !

- **A 14h00 :** manifestation devant le ministère de la Santé, place Pierre-Laroque 75007 Paris
- **A 17h00 :** assemblée générale, en intersyndicale et associations, et en présence de députés de différents groupes à la Bourse du Travail, Salle Ambroise Croizat, 3 rue du Château d'Eau 75010 Paris

►► **SIGNEZ LA PÉTITION SUR [CHANGE.ORG](https://change.org)**

